

Go to Copenhagen

Avec les étudiants du master 2 GEDD

Alors que la conférence de Copenhague approche, et que des mobilisations citoyennes se mettent en place aux quatre coins du monde, les représentants de 192 pays tentent de s'entendre, après une première semaine de négociations à Bangkok, sur un nouvel accord international pour limiter le réchauffement de la planète. Quelles sont donc les nouvelles avancées ?

La conférence de Bangkok, un premier pas vers Copenhague ?

«Le temps ne presse pas, il est déjà presque écoulé» Yvo de Boer

Afin de donner une suite à la Convention de l'ONU sur les changements climatiques et adopter une convention pour l'après-Kyoto, se déroulent depuis 1997 toute une série de négociations préliminaires à la Conférence sur le climat qui aura lieu en fin d'année au sein de la capitale danoise. Dans ce cadre, la ville de Bangkok accueille, depuis le 28 septembre et jusqu'au 6 octobre, pas moins de 2500 participants issus de 192 pays, œuvrant pour faire avancer les sujets de négociation. Cette rencontre sera suivie d'une nouvelle ronde de négociations officielles qui aura lieu à Barcelone du 2 au 6 novembre, la dernière avant Copenhague, où un nouvel accord international – ambitieux et efficace - sur le climat devrait être finalisé.

<http://www.copenhague.developpement-durable.gouv.fr/copenhague/index.php/2009/09/negociations-de-bangkok-une-etape-decisive-avant-copenhague/>

A Bangkok, l'UE soutient les Etats-Unis pour forcer les engagements des PED

Les différences d'intérêts entre pays développés et en développement sont en train de se transformer en lignes de combat retranchées, suite à l'annonce du soutien de l'UE quant à la proposition controversée des Etats-Unis d'abolir la structure de base du protocole de Kyoto, puisque celle-ci n'impose des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) qu'aux seuls pays développés.

L'enjeu est ici de trouver un nouvel accord dans lequel les pays en développement (notamment l'Inde, la Chine, le Brésil et l'Afrique du Sud) s'engagent eux aussi à se fixer des objectifs de contrôle de leurs émissions.

L'UE n'avait jusque là pas montré de réel intérêt pour cette mesure, mais à Bangkok, les pays industrialisés ont exprimé leur attente unique et vigoureuse, de voir naître des économies qui prennent en compte un ensemble d'objectifs de réduction d'émissions de GES, au niveau mondial, sans compensation financière ou technique pour couvrir les coûts de leur réalisation.

De leur côté, les PED concernés ont demandé depuis ces deux dernières années que les négociations, comme convenu à Bali en 2007, ne se concentrent que sur le renforcement des engagements pris lors de la signature du protocole de Kyoto et de la convention cadre. Ils invoquent le fait qu'un régime unique pour tous les pays ne respecte pas les différences entre pays développés et en développement, basées sur l'équité et conservées dans la convention actuelle, et forcerait les plus gros PED à traiter leurs émissions de la même façon que les pays qui sont historiquement responsables des émissions de GES.

<http://timesofindia.indiatimes.com/news/environment/global-warming/Eu-backs-US-bid-to-corner-India-at-climate-talks/articleshow/5082158.cms>

Quelques évènements à suivre avant Copenhague...

- **Du 28/09 au 09/10:** conférence de Bangkok
http://unfccc.int/meetings/intersessional/bangkok_09/items/4967.php
- **01/10/09:** ouverture de la pétition musicale lancée par Kofi Annan avec « Beds Are Burning »
<http://www.timeforclimatejustice.org/>
- **Du 16/10 au 18/10:** mouvement mondial « Stand Up Against Poverty - Climate Change Theme »
<http://standagainstpoverty.org/>
- **24/10:** 350's International Day of Climate Action
<http://www.350.org/>
- **Du 02/11 au 06/11:** conférence de Barcelone
<http://climate.ituc-csi.org/unfccc-climate-change-talks.html>
- **Du 28/11 au 04/12:** UNICEF Children's Climate Forum Copenhague 2009
http://assets.unicef.ch/downloads/090709_fact_sheet_formatiert_anmeldeschluss_ende_aug_f.pdf

Go to Copenhagen

Avec les étudiants du master 2 GEDD

26 septembre 2009: un COP15 des citoyens du monde

World Wide Views sur le réchauffement climatique: le premier projet de participation citoyenne à l'échelle globale

Quelques semaines avant le Sommet des Nations Unies sur le climat (COP15), 38 pays se sont mobilisés à l'initiative du Danish Board of Technology (Conseil danois de la technologie) pour organiser le même jour, samedi 26 septembre 2009, et selon les mêmes modalités, une consultation de citoyens sous le nom de World Wide Views on Global Warming (WWViews).

Dans des pays aussi différents que le Canada, la Chine, l'Ouganda, l'Indonésie, le Chili..., des citoyens représentant la diversité nationale quant au genre, niveau de formation, catégorie socio professionnelle, et répartition géographique, se sont réunis lors de tables rondes pour répondre à un questionnaire unique et émettre leurs recommandations.

Les résultats des votes et les recommandations ont été transmis aux dirigeants politiques de leur pays et aux membres de la délégation nationale qui se rendront à la COP15 en décembre 2009.

Au final, 90% des 4000 citoyens consultés, ont jugé « urgent » de conclure un accord mondial contre le réchauffement, en décembre à Copenhague.

Les différents ateliers de réflexion ont mené également à un certain nombre de recommandations :

- ✓ La création d'une organisation mondiale pour l'environnement;
- ✓ La mise en place d'un fonds monétaire pour le climat;
- ✓ La création d'un organisme indépendant pour vérifier que les objectifs sont correctement respectés;
- ✓ La création ou l'extension d'une taxe carbone.

Pour d'avantage d'infos sur les résultats de cette consultation :

http://www.wwviews.org/national_sites?cid=1270
<http://www.copenhague.developpement-durable.gouv.fr/>

Où en est la France ?

L'ambassade de France à Copenhague s'engage dans l'économie d'électricité

L'ambassade de France au Danemark s'est engagée à réduire de 15% la consommation d'électricité du Palais Thott d'ici 2012 en signant un accord avec Elsparefonden (the Danish Electricity Saving Trust). Bérengère Quincy, l'ambassadrice de la France au Danemark, a tenu à partager cette expérience et à encourager les autres ambassades dans ce sens. Ainsi, le 24 septembre, elle a présenté son initiative lors d'une présentation avec le maire adjoint à l'environnement de la ville de Copenhague, Klaus Bondam. Mme Quincy souligne ainsi l'engagement de la France sur les questions environnementales, et notamment sur la problématique des changements climatiques.

<http://www.ambafrance-dk.org/spip.php?article3736>

Intervention de Jean-Louis Borloo devant le Sénat sur le projet de loi Grenelle 2

Le 15 septembre dernier, le ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer est intervenu devant le Sénat sur le projet de loi Grenelle 2, aussi nommée « loi portant engagement national pour l'environnement ». M. Borloo remercie l'implication et le travail des sénateurs. Il insiste sur le fait que cette nouvelle loi n'est pas une redite de la loi Grenelle 1, mais davantage un complément « nécessaire et indispensable ». Ce projet de loi est consacré à la question des différents moyens qui vont être mis en œuvre pour atteindre les objectifs et les engagements fixés par la loi Grenelle 1.

http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/15.09.2009_PL_portant_engagement_Nal_pour_l_Env_tit_Grenelle_2_-Senat_-_cle6958ac.pdf

Go to Copenhagen

Avec les étudiants du master 2 GEDD

Où en est la France ? (suite)

Transport routier et émissions de gaz à effet de serre

Comme chaque année, la direction générale des Infrastructures, des Transports et de la Mer du ministère de l'Écologie a publié un document récapitulatif relatif aux derniers chiffres sur les transports. L'édition de 2009 présente pour chaque mode de transport les données concernant les émissions de gaz à effet de serre, s'inscrivant ainsi dans la logique du Grenelle de l'Environnement. Les chiffres soulignent que le secteur routier demeure de loin le mode de transport émettant le plus de CO₂.

<http://www.copenhagen.developpement-durable.gouv.fr/copenhagen/index.php/2009/09/les-emissions-de-gaz-a-effet-de-serre-du-secteur-routier/>

La forêt, un enjeu clé dans la lutte face au changement climatique ?

La déforestation et le marché du carbone

A l'Agenda des négociations de Copenhague s'est inscrit le projet d'autoriser les pays développés d'obtenir des crédits de carbone en soutenant la préservation des forêts. Toutefois, le Brésil, pays-mère de la plus importante forêt au monde, ne le voit pas dans ce sens. José Miguez, Secrétaire Exécutif de la Commission Interministérielle du Brésil sur les changements climatiques, a déclaré dans Reuters, que le Brésil était opposé au marché du carbone comme moyen de prévention de la déforestation.

Le plan qui fera débat à Copenhague, plus connu sous le nom de Réduction des Emissions résultants de la Déforestation et de la Dégradation des forêts (REDD), bénéficierait aux pays soutenant la protection des forêts, de la même façon que le Mécanisme de Développement Propre (MDP) permet au pays qui financent la réduction de la déforestation dans d'autres pays du monde d'obtenir des crédits sur le marché du carbone.

Le GIEC a démontré qu'environ 20 % des émissions totales de CO₂ sont causées par la déforestation. Pourtant, le Brésil ne voit pas le projet REDD comme un moyen d'action, en partant du principe que les forêts ne permettent que de stocker temporairement le carbone, puisque les arbres, en mourant, le libèrent à nouveau dans l'atmosphère. Le Brésil affirme également que son opposition au projet REDD ne signifie pas qu'il veut maintenir le processus de déforestation, mais simplement qu'il pense que ce n'est pas le bon moyen pour cela.

Cette opposition montre toute la complexité du problème de la définition et la mise en place du marché forestier du carbone. Car même si le monde scientifique est désormais convaincu que les forêts ont un effet bénéfique sur la réduction des concentrations de CO₂ dans l'atmosphère, il reste très difficile d'évaluer précisément le taux de CO₂ qu'elles absorbent réellement. En effet, des études ont montré que selon les conditions climatiques, l'activité anthropique ou encore le mode de gestion des forêts mis en place, l'absorption de CO₂ par les forêts était plus ou moins importante. Le débat sur la question reste donc entièrement ouvert...

http://www.actu-environnement.com/ae/news/integration_foret_marche_carbone_5793.php4
<http://en.cop15.dk/news/view+news?newsid=2236>
<http://en.cop15.dk/news/view+news?newsid=1666>

L'Édition

Ce flash vous a été présenté par les étudiants du master 2 « Gestion et droit des Energies renouvelables et du Développement Durable », de la Faculté de Droit de Strasbourg, et en partenariat avec l'ENGEEES (Ecole Nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg).

Ont participé à la rédaction de ce flash n°2: Aurore Mazurier, Anne Toussiroto, Charlotte Vincent-Genod, Joachim Spahn, Héloïse Choquel, Lucie Strecher et Mickael Errico .

Nous contacter:
gotocopenhagen.m2gedd@hgmail.com
Master GEDD, faculté de droit de Strasbourg
www.unistra.fr